



Publication de la LIT-QI. Nouvelle époque. Num. 141

**Juillet 2008**

**Brésil**

**La Rencontre Latino-américaine et Caraïbe de Travailleurs (ELAC) a eu lieu**

La Rencontre Latino-américaine et Caraïbe de Travailleurs (Encuentro Latinoamericano y Caribeño de Trabajadores - ELAC), convoquée par Conlutas du Brésil, la COB bolivienne, Batay Ouvriye d'Haïti, la Tendance Classiste et Combative d'Uruguay, la Coordination Syndicale du Paraguay et le Courant Classiste Unitaire Révolutionnaire Autonome (C-CURA) du Venezuela, a eu lieu les 7 et 8 juillet à Betim (Minas Gerais - Brésil), avec la devise *Beaucoup de Voix, une seule Lutte*.

Le résultat d'une année de travail (avec des voyages, des réunions et des assemblées dans plusieurs pays) a été un vrai succès : environ 500 syndicalistes et militants sociaux d'Argentine, Bolivie, Brésil, Chili, Colombie, Costa Rica, Equateur, Salvador, Haïti, Mexique, Paraguay, Pérou, Uruguay et Venezuela y ont participé (150 des délégations internationales et 350 du Brésil). Comme invités, il y avait des militants d'organisations syndicales et de la gauche révolutionnaire des Etats-Unis, de Suisse, Suède, Russie, Portugal, Irlande, Afrique du Sud, Espagne, Argentine et Uruguay.

En dehors des organisations latino-américaines et caraïbes présentes (très représentatives) il faut signaler l'importance particulière de la présence de l'ILWU (International Longshoremen and Warehousemen Union) - Local 10, le syndicat des travailleurs portuaires de San Francisco, Etats-Unis, (qui joue un rôle significatif dans les luttes et les marches pour les droits des travailleurs immigrants, et dans les mobilisations contre la guerre impérialiste en Iraq et en Afghanistan) et de la présence des conducteurs de la TMB (Transports Métropolitains de Barcelone) qui venaient de mener une grève victorieuse. D'autre part, le Mouvement National de Victimes de Crimes d'État (MOVICE) de la Colombie a envoyé une salutation fraternelle.

Outre les sessions plénières, dix groupes thématiques se sont réunis sur différents sujets : ressources naturelles, jeunesse, éducation, services publics, femmes, droits de l'Homme, travailleurs industriels, transports, travailleurs de la campagne et travailleurs

du secteur privé. Tous les groupes ont présenté des résolutions qui tendaient vers l'unification des campagnes de lutte entre les secteurs et entre les pays, ainsi que vers l'échange d'informations à travers des réseaux et des sites web.

La commission de droits de l'Homme a eu une importance spéciale, pour répondre aux politiques de criminalisation des mouvements sociaux, menées par différents gouvernements dans des pays de l'Amérique latine et des Caraïbes. En ce sens, Américo Gomes, dirigeant du Syndicat des Avocats de Sao Paulo, a affirmé dans le rapport de son groupe : « *Nous, les opprimés, nous avons le droit à la rébellion, le droit d'organiser des piquets, le droit de faire face aux briseurs de grève, le droit à l'autodéfense.* »

En session plénière, le travail des groupes a été présenté et un Manifeste avec tous les apports incorporés, a été discuté et approuvé (voir plus loin). Finalement, il y a eu un accord sur des résolutions concernant les tâches, les campagnes et les initiatives communes, ainsi que sur les tâches d'organisation (voir plus loin). Parmi elles, il y a la préparation d'une nouvelle Rencontre vers la fin de 2009 ou le début de 2010, ainsi qu'une réunion des organismes participants de l'ELAC, vers le début de 2009.

D'autre part, l'engagement a été pris d'agir de façon unifiée pour préparer des actions de classe le Premier mai 2009, et de faire une semaine de lutte anti-impérialiste entre le 13 et le 17 octobre 2008. Cette semaine de lutte et les campagnes et les initiatives se concentreront autour des six principaux axes approuvés : 1) la lutte contre la criminalisation des mouvements sociaux et en défense du droit d'organisation (ayant comme centre ce qui se passe en Colombie, avec la persécution et l'assassinat de militants et de dirigeants syndicaux et populaires) ; 2) la lutte contre les plans impérialistes de militarisation (avec comme principale expression la lutte contre l'occupation d'Haïti) ; 3) la lutte contre l'impérialisme et pour non le paiement de la dette externe ; 4) la lutte contre les réformes néo-libérales et leurs conséquences ; 5) la lutte pour les ressources naturelles et l'énergie ; et 6) la lutte contre les impacts de la crise alimentaire dans le monde.

Dorénavant, tous les organismes qui ont participé à l'ELAC (syndicats, tendances syndicales, courants alternatifs, groupements de base, etc.) deviennent adhérents. L'ELAC est ouverte à de nouvelles adhésions, dans le cadre d'un accord avec le Manifeste adopté et avec les mobilisations et les initiatives promues de façon unitaire à partir de cet espace de classe.

A la fin des travaux, tous les participants ont chanté les couplets de l'Internationale, dans beaucoup de langues différentes, avec beaucoup d'émotion. Pour le succès remporté à l'issue de ce grand effort, la LIT-QI salue cette Rencontre et fait siens les mots de Dirceu Traverso de Conlutas :

*« La victoire manifestée dans le sentiment de tous ceux qui ont été présents dans l'ELAC s'explique seulement par les luttes et la résistance que nous représentons, par les accords politiques et programmatiques que nous construisons, en respectant les particularités de chacun et les différences existantes, et par la présence de tous ceux qui y ont participé. Cette présence, avec tous les efforts faits pour l'obtenir, a été la concrétisation de la compréhension de la nécessité d'avancer dans une conception internationaliste des luttes que nous menons dans chaque pays. Nous devons*

*maintenant commencer à concrétiser l'unité et la solidarité internationale, tellement nécessaires. »*

## **Manifeste de l'ELAC**

**(Approuvé à Betim, Brésil - 7 et 8 juillet 2008)**

### **Aux travailleurs et aux peuples d'Amérique latine et des Caraïbes**

Pour augmenter son taux de profit, le capitalisme dans la phase aiguë de l'impérialisme attaque de plus en plus les travailleurs au niveau mondial, en particulier dans notre continent latino-américain et caraïbe.

A l'heure actuelle, le pillage des richesses naturelles pour essayer de sortir de la profonde crise politique et économique que le système capitaliste traverse, est brutal et sans retenue. Ils dilapident nos richesses au détriment de la vie de la population. Un sol riche s'appauvrit avec son peuple. Nous assistons à l'extraction sans limite des richesses, à l'attaque contre la bio-diversité, à la croissance de l'agrobusiness qui laisse une traînée de misère et de sang là où il passe. Il expulse nos gens de la campagne et les oblige à déambuler dans les villes avec l'angoisse du chômage. On privatise et on brade les richesses minérales aux transnationales. Il y a une dégradation totale de l'environnement, la destruction des forêts, bois, rivières, mers et airs. Le fléau de la faim menace l'humanité avec la crise créée par le prix des aliments, à cause de la politique impérialiste des multinationales et des bourgeoisies nationales, d'utiliser de grandes extensions de terre pour des cultures destinées à la production de bio-combustibles, en stimulant la monoculture et l'augmentation des prix des aliments, en détériorant encore plus le pouvoir d'achat déjà précaire des salaires.

Le capitalisme transforme ce qui devrait être un bien commun dans un bien pour peu de gens. Les tentatives de privatiser l'approvisionnement en eau potable sont une manifestation claire de cela.

En plus d'exploiter la main d'œuvre bon marché de manière scandaleuse, le capital impose la perte des droits conquis précédemment. L'impérialisme, et ses partenaires plus petits, les bourgeoisies nationales, exigent les réformes néo-libérales, et les gouvernements serviles les appliquent. Ils empêchent pratiquement que les travailleurs puissent accéder à la retraite en augmentant le temps de service requis à travers les réformes des pensions. Avec l'assouplissement des lois du travail, ils ont précarisé le travail et ils ont aboli la réglementation de la journée de travail. Dans plusieurs pays, ce sont les contrats à durée déterminée qui prédominent, et une grande partie des travailleurs vit du travail informel. Avec la réforme dans tous les niveaux de l'éducation publique, ils cherchent à transformer notre jeunesse en main d'œuvre pour la consommation immédiate et à augmenter le contrôle et la rigueur disciplinaire sur les nouvelles générations. Des pays entiers sont transformés en plates-formes d'exportation, avec un régime de travail analogue à l'esclavage.

Les travailleurs laissent leur sueur, leur santé et jusqu'à leur vie dans la ligne de production, à cause des rythmes hallucinants de travail. Les pourcentages de travailleurs avec des dommages causés par le travail sont alarmants. A la campagne, il n'est pas rare d'assister à la mort de travailleurs, souvent épuisés par les tâches exténuantes dans les

cultures de l'agrobusiness, ou bien dans la lutte pour un morceau de terre où vivre et élever des enfants dans la dignité.

Les caractéristiques culturelles de nos gens sont vitupérées, parce que le capital ne reconnaît pas notre diversité de nationalités. Dans la vision impérialiste, nous ne sommes rien de plus qu'une masse uniforme d'exploitation exponentielle. Une expression de ceci est la directive européenne récente « du retour », contre les immigrants qui y arrivent de tous les coins du monde, à la recherche de travail et d'une vie digne.

Les travailleurs et le peuple sont exploités comme classe, et dans cette exploitation, les femmes, les noirs et les peuples indigènes sont les plus touchés.

La dette externe et interne, clairement immorale et impayable, étouffe financièrement la région en empêchant son développement économique.

Les gouvernements du moment sont complices de cette situation, parce qu'ils sont les responsables de l'application des plans dictés par les organismes financiers internationaux. Ils sont les représentants directs ou indirects de l'impérialisme, qu'il soit américain, européen ou japonais.

Ils enlèvent aux travailleurs le droit à l'emploi, ils précarisent le travail, ils enlèvent la terre aux paysans, ils diminuent les obligations de l'Etat envers la population pauvre avec la privatisation des services publics, la sous-traitance des fonctionnaires, dans ce qu'on appelle le rétrécissement de l'Etat ou l'Etat minimal. L'Etat devient minimal pour les pauvres et maximal pour les riches.

L'application de ce qu'on appelle les politiques compensatoires, comme le « panier famille » au Brésil ou le « plan d'urgence » et le « plan équité » en Uruguay, sont des propositions de la Banque Mondiale pour contenir une possible explosion sociale. Ce sont des miettes qui tombent des tables pleines des riches, pour éterniser la misère.

Mais, malgré les attaques et à cause d'eux, l'application des plans impérialistes n'a pas lieu dans un paisible lac bleu. Nos gens résistent héroïquement. Les travailleurs et le peuple trouvent les formes les plus diverses de confrontation. Les enseignants de Neuquen et de Santa Cruz en Argentine et d'Oaxaca au Mexique sont des exemples de lutte, tout comme les mineurs de Bolivie, du Pérou et du Chili, les travailleurs de la construction civile du Brésil et les métallos de Sidor au Venezuela, ou encore les paysans du Pérou et du Paraguay, les fonctionnaires en Uruguay ou le peuple haïtien dans la résistance contre l'occupation, sans oublier les grandes manifestations contre le Traité de Libre Echange (TLC) au Costa Rica.

Les mobilisations sont souvent trahies par la plupart des directions constituées et traditionnelles, qui ont abandonné la lutte depuis belle lurette et qui ne répondent déjà plus aux besoins de la classe. Ce sont de vieilles directions bureaucratisées qui se barricadent dans les machines syndicales et deviennent des outils inadéquats, qui optent pour la conciliation au lieu de la lutte de classes et deviennent de ce fait des instruments de l'appareil de domination capitaliste. Ce sont des agents des patrons et du gouvernement au sein de la classe ouvrière. Afin de mieux contrôler le mouvement ouvrier et syndical, ces bureaucraties se sont unifiées dans un grand appareil mondial (la

CSI, fille directe de la CISL et de la CMT, et dans la région la CSA, fille de la CLAT et l'ORIT, de vieilles centrales pro-impérialistes et pro-patronales).<sup>1</sup>

Les luttes sont atomisées, sans l'unification nécessaire dans chaque secteur. Les mobilisations ont lieu de façon isolée. Toutefois, ce sont souvent des luttes radicalisées, de beaucoup de courage. Ceci est une démonstration claire du manque d'une direction conséquente qui pourrait unifier les mobilisations. Il est urgent de construire de nouveaux outils de lutte, des organisations ouvrières indépendantes et autonomes par rapport à l'impérialisme, les bourgeoisies, l'Etat, ses gouvernements et les partis.

La jeunesse estudiantine a été protagoniste de luttes mémorables, avec des mobilisations massives. Ce sont les universitaires, les étudiants secondaires et les étudiants de l'enseignement techniques qui occupent les rues, les places publiques, les campus, les lycées, les écoles techniques et les rectorats, en exigeant des améliorations dans le contenu de l'enseignement, pour s'orienter vers la formation d'hommes et de femmes critiques, compromis avec les changements de fond, parce que l'éducation n'est pas une marchandise.

Dans une tentative de contenir les luttes, les gouvernants attaquent brutalement les travailleurs et la jeunesse de notre région. Ils nient le droit de grève et de négociation, ils empêchent le droit à la syndicalisation, ils licencient des travailleurs et utilisent la force policière et tout l'appareil répressif de l'Etat. Combien de fois le sol de notre terre a-t-il été souillé avec le sang de nos gens par les armes officielles ou paramilitaires ? D'autres fois, nos militants sont traînés devant les tribunaux ou mis en prison, dans une tentative de criminaliser les mouvements revendicatifs et de résistance, jusqu'à des extrêmes comme le génocide en Colombie.

Afin de garantir mieux l'exploitation des richesses et de la main d'œuvre bon marché, l'impérialisme militarise le continent, dans certains pays avec l'implantation de bases militaires américaines, avec les manœuvres conjointes dans les pays du cône sud et la réactivation de la quatrième flotte.

En Haïti, ils utilisent des troupes du continent lui-même sous le faux couvert démocratique de l'ONU, en profitant de l'identité latino-américaine et avec le masque de l'aide humanitaire, pour mieux réprimer.

L'intervention économique, politique et militaire des puissances impérialistes dans la vie nationale des pays de la région est tellement entêtée, que nous pouvons affirmer qu'il n'existe pas de souveraineté dans les pays d'Amérique latine et des Caraïbes, ce qui est démontré avec la tentative de diviser la Bolivie.

Nous comprenons que, pour mettre un terme à l'exploitation et à la misère qui afflige notre peuple, il devient nécessaire de proclamer une seconde indépendance continentale, une vraie indépendance qui libère la classe ouvrière du joug du capital, qui transforme l'Amérique latine et les Caraïbes en un territoire libre de l'oppression et de l'exploitation, qui fait de nos gens un peuple souverain, une seconde indépendance continentale dirigée vers la construction d'une société sans exploités ni exploités.

Il n'y a pas de chemin intermédiaire : pour rompre avec l'impérialisme, il est nécessaire de rompre avec le capitalisme et d'avancer vers le socialisme, avec l'expropriation des multinationales et l'interruption du paiement des dettes aux banquiers.

Pour tout cela, l'ELAC appelle à l'unité de tous les combattants du continent à résister aux attaques du capital, qu'il soit impérialiste ou national. L'ELAC appelle toutes les organisations protagonistes de ces confrontations, dans la ville ou la campagne, à s'intégrer dans la lutte. Cette Rencontre entame la construction d'un espace latino-américain et caraïbe de travailleurs, qui cherche l'unification des luttes des travailleurs et de la jeunesse de cet immense territoire, un espace commun et pluriel de discussion, de socialisation des élaborations et d'unification des luttes, qui est démocratique, de classe et combatif, parce que c'est la seule façon de répondre aux besoins imposés par l'intensité de la lutte.

Nous sommes beaucoup de voix, une seule lutte, un seul peuple !

- 1) Contre l'exploitation et l'oppression des travailleurs et du peuple
- 2) Pour un emploi et du travail digne pour tous
- 3) Contre la criminalisation des mouvements sociaux. A bas la répression des luttes et des organisations des travailleurs, les licenciements et les menaces. Nous condamnons la pénalisation, la persécution et le génocide en Colombie.
- 4) Pour l'indépendance de classe. Pour des organisations ouvrières indépendantes et autonomes par rapport à l'impérialisme, les bourgeoisies, l'Etat, les gouvernements et les partis. Pour la liberté syndicale.
- 5) Unité avec les travailleurs du monde entier
- 6) Pour des aliments bon marché et pour tous. Pour la réforme agraire. Pour la nationalisation du commerce extérieur des aliments avec le contrôle des travailleurs
- 7) Contre la discrimination des peuples indigènes, des femmes, des noirs et des homosexuels
- 8) Contre les réformes néo-libérales
- 9) Pour la nationalisation sans indemnisation, et avec contrôle des travailleurs, des ressources naturelles en Amérique latine et aux Caraïbes (hydrocarbures, métaux précieux, fer, eau, bio-diversité et autres). Non aux entreprises mixtes et pour la re-nationalisation sans indemnisation, cent pour cent étatique.
- 10) Contre la privatisation des services publics, de l'éducation, de la santé, de la sécurité sociale, des entreprises étatiques, de l'eau, et pour la re-étatisation des entreprises privatisées.
- 11) Pour le non-paiement des dettes externe et interne

12) Contre les Traités de Libre Echange (TLC) ou ses semblables (TIFA, Traités de protection d'investissements, etc.) en Amérique latine et aux Caraïbes. Non au MERCOSUR.

13) Contre les centrales syndicales collaborationnistes

14) Dehors les troupes étrangères de Haïti

15) Dehors l'impérialisme d'Amérique latine et des Caraïbes, de l'Iraq, de la Palestine, de l'Afghanistan et de tous les lieux où il a une présence militaire. Non au blocus à Cuba. Non à la tentative impérialiste et de l'oligarchie de diviser la Bolivie.

16) Pour une seconde indépendance, vraie et souveraine. Pour l'autodétermination de tous les peuples opprimés.

VIVE L'INTERNATIONALISME PROLETAIRE !

VIVE LA LUTTE DES TRAVAILLEURS D'AMÉRIQUE LATINE ET DES CARAÏBES !

VIVE L'UNITÉ DES PEUPLES DE LA RÉGION !

VIVE L'UNITÉ DES TRAVAILLEURS DU MONDE ENTIER !

### **Résolution sur les tâches centrales de l'ELAC**

1) Cette Rencontre a manifesté la nécessité de mettre en pratique ces points du programme de lutte que nous avons approuvé, si nous voulons montrer que nous avons entamé un chemin différent de celui des rencontres des directions bureaucratiques.

2) Cette manifestation rend indispensable que nous définissions des actions qui partent des problèmes et des nécessités les plus ressenties des travailleurs et des peuples d'Amérique latine et des Caraïbes et qui tiennent compte de la dimension réelle des forces qui participent à la Rencontre et y adhèrent.

3) Nous proposons donc la réalisation d'une campagne centrale contre la criminalisation, qui a comme centre la situation en Colombie et à laquelle s'ajoute la situation des travailleurs et militants populaires assassinés, prisonniers, traînés devant les tribunaux, licenciés, dans chaque pays, ainsi qu'une semaine de lutte anti-impérialiste qui a comme mot d'ordre central l'exigence du retrait des troupes étrangères de Haïti.

4) Pour la campagne contre la criminalisation, nous ferons les pas suivants :

a - Répondre à la salutation envoyée par le MOVICE (Mouvement de Victimes de Crimes d'Etat en Colombie) au Congrès de Conlutas et à cette Rencontre, en répondant que nous faisons nôtres les tâches qui y sont proposées. Nous leur proposons d'appeler à

une mobilisation continentale vers la fin du mois de novembre avec l'engagement de l'ELAC de l'impulser et de la mettre en oeuvre dans tous les pays qui y adhèrent.

b - Avec la réponse positive, nous définirions avec précision comment réaliser la campagne.

5) La semaine anti-impérialiste aurait lieu au mois d'octobre, en profitant de la date de la découverte de l'Amérique<sup>2</sup>, et elle acquerrait les caractéristiques déterminées par la situation dans chaque pays et la force des organisations de l'ELAC et de celles que nous gagnons pour s'ajouter à cette tâche. Elle comprendrait des rassemblements, des mobilisations, des pétitions, des conférences, des débats, etc.

6) Le pays siège serait chargé de coordonner la réalisation des deux campagnes.

---

<sup>1</sup> La *Confédération Syndicale Internationale* (CSI) a été fondée en novembre 2006 à partir de la dissolution de la *Confédération internationale des syndicats libres* (CISL) et de la *Confédération mondiale du travail* (CMT). En mars 2008, la *Confederación Latinoamericana del Trabajo* (CLAT) et la *Organización Regional Interamericana de Trabajadores* (ORIT) suivent le mouvement pour former la *Confederación Sindical de los trabajadores y trabajadoras de las Américas* (CSA)

<sup>2</sup> L'expédition de Christophe Colomb est arrivée le 12 octobre 1492 à l'île San Salvador.